|  |
| --- |
| **Etablissement français du sang – Ile-de-France**  Z.A. LEAPARK – Bâtiment B – 122-130, rue Marcel Hartmann – 94200 Ivry-sur-Seine  **PRESTATIONS DE Formation A LA PREVENTION DES risques d’accident du travail et de Troubles Musculo-Squelettiques**  **Procédure adaptée** Articles L2123-1, 1°, L2123-1, 2°, R2123-1, 1°, R2123-1, 3° et R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique    **Acte d’engagement valant cahier des CLAUSES PARTICULIERES (AE-CCP)** |

**Référence de la consultation : 2024EFSIDFR840**

**Marché n° :**

**SOMMAIRE**

[PARTIE 1 - DEFINITIONS 4](#_Toc190164055)

[PARTIE 2 - PREAMBULE – PRESENTATION DE L’EFS 5](#_Toc190164056)

[2.1. Les missions principales de l’EFS 5](#_Toc190164057)

[2.2. Les autres missions de l’EFS 6](#_Toc190164058)

[2.3. L’organisation de l’EFS 6](#_Toc190164059)

[PARTIE 3 - DISPOSITIONS TECHNIQUES 8](#_Toc190164060)

[3.1. Objet 8](#_Toc190164061)

[3.2. Descriptif des prestations 8](#_Toc190164062)

[3.3. Ingénierie de formation 12](#_Toc190164063)

[3.4. Politique qualité de l’EFS-IDF 14](#_Toc190164064)

[3.5. Délais applicables 14](#_Toc190164065)

[PARTIE 4 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES 15](#_Toc190164066)

[4.1. Procédure de passation 15](#_Toc190164067)

[4.2. Marchés de services sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires 15](#_Toc190164068)

[4.3. Allotissement 15](#_Toc190164069)

[4.4. Forme 15](#_Toc190164070)

[4.5. Durée 15](#_Toc190164071)

[4.6. Langue d’exécution 15](#_Toc190164072)

[4.7. Respect des principes de la République 16](#_Toc190164073)

[4.8. Pièces constitutives 16](#_Toc190164074)

[4.9. Exécution 17](#_Toc190164075)

[4.10. Pénalités 18](#_Toc190164076)

[4.11. Sous-traitance 19](#_Toc190164077)

[4.12. Modifications 19](#_Toc190164078)

[4.13. Défaillance du Titulaire 21](#_Toc190164079)

[4.14. Règlement financier 21](#_Toc190164080)

[4.15. Confidentialité 24](#_Toc190164081)

[4.16. Responsabilité – Assurances 25](#_Toc190164082)

[4.17. Résiliation (articles L2195-1 et suivants du code de la commande publique) 26](#_Toc190164083)

[4.18. Exécution aux frais et risques 27](#_Toc190164084)

[4.19. Litiges 27](#_Toc190164085)

[4.20. Obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale 27](#_Toc190164086)

[4.21. Dérogations au CCAG-FCS 27](#_Toc190164087)

[PARTIE 5 - ACTE D’ENGAGEMENT *(PARTIE A COMPLETER PAR LE SOUMISSIONNAIRE)* 29](#_Toc190164088)

[5.1. Cet acte d'engagement correspond : 29](#_Toc190164089)

[5.2. Engagement du soumissionnaire ou du groupement d’opérateurs économiques 29](#_Toc190164090)

[5.3. Indication des contacts et signature du Marché par le soumissionnaire, candidat individuel, ou, en cas de groupement d’opérateurs économiques, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement, et indication des contacts 31](#_Toc190164091)

[5.4. Identification du pouvoir adjudicateur 33](#_Toc190164092)

[PARTIE 6 - DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR 35](#_Toc190164093)

# DEFINITIONS

**« AE-CCP »** : le présent acte d’engagement valant cahier des clauses particulières

**« Bons de commande »** : les commandes passées sur le fondement de l’Accord-cadre

**« BPU »** : le bordereau de prix unitaires

**« CCAG-FCS »** : le [cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341), dans sa version approuvée par arrêté du 30 mars 2021

**« DCE »** : le dossier de consultation des entreprises

**« DQE »** : le détail quantitatif estimatif

**« e-Attestations »** : la plateforme e-Attestations, plateforme de dématérialisation utilisée par l’EFS pour vérifier la conformité de la situation réglementaire de ses fournisseurs, pour lesquels l’utilisation de la plateforme est gratuite et disponible à l’adresse <https://www2.e-attestations.com/>

**« EFS »** : l’Etablissement français du sang, établissement public de l’Etat placé sous la tutelle du ministre chargé de la santé et constitué de treize établissements de transfusion sanguine (ETS) locaux, dont dix en métropole et trois en outre-mer

**« EFS-IDF »** : l’ETS d’Ile-de-France

**« EPI »** : équipements de protection individuelle

**« ETS »** : établissement de transfusion sanguine, établissement local de l’EFS ne disposant pas de la personnalité juridique, dont les besoins sont coordonnés par le siège de l’EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l’EFS

**« HSE »**: hygiène, sécurité au travail et environnement

**« Marché (ou Accord-cadre) »** : le présent marché public, accord-cadre sur la base duquel sont émis des bons de commande, constitué des pièces contractuelles énumérées à l’AE-CCP

**« MCP »** : maladie à caractère professionnel

**« NCR »** : une non-conformité régionale, laquelle est adressée au Titulaire en cas de manquement à ses obligations contractuelles

**« PRAP » :** prévention des risques liés à l’activité physique

**« Prestations »** : les prestations (services) objets du Marché définies aux clauses techniques particulières de l’AE-CCP

**« PSL »** : les produits sanguins labiles

**« QVT »** : qualité de vie au travail

**« RGPD »** : le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

**« Sous-traitant »** : une personne physique ou morale exécutant certaines parties du Marché autorisées à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement par l’EFS-IDF

**« Titulaire »** : le soumissionnaire auquel l’EFS-IDF a notifié le Marché

**« TMS »** : troubles musculosquelettiques

# PREAMBULE – PRESENTATION DE L’EFS

Sous tutelle du ministère des affaires sociales et de la santé, l’EFS est un établissement public de l’Etat créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l’EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L’EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole et anonyme et en l'absence de profit.

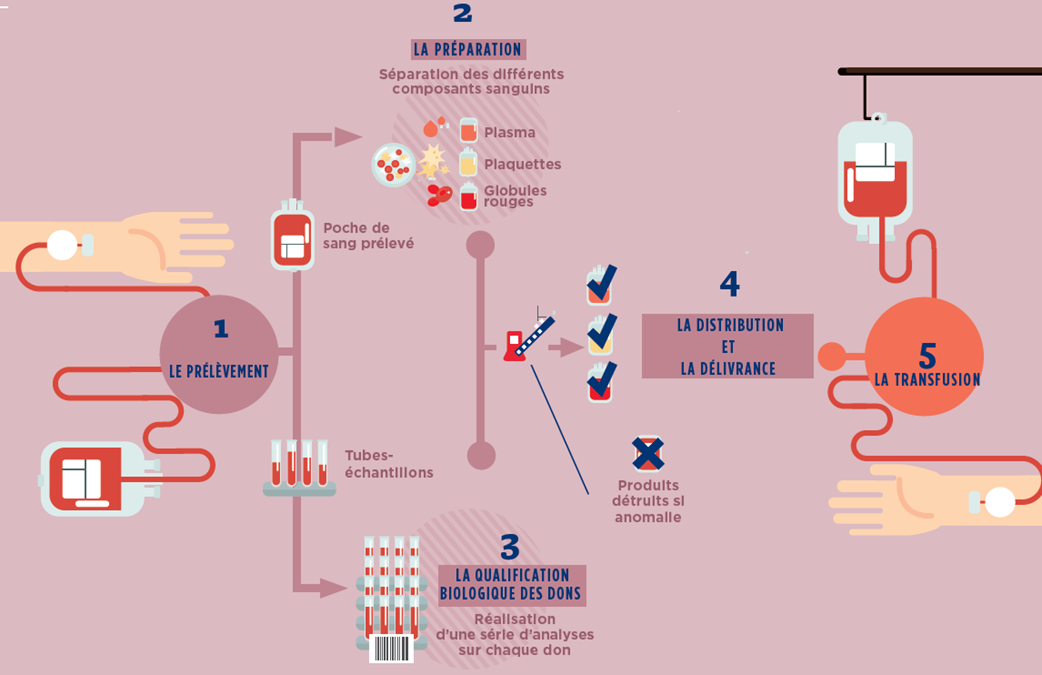
L’EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1 500 établissements de santé publics et privés en PSL issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d’assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l’EFS adapte en permanence l’activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l’ensemble du territoire.

L’EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

## Les missions principales de l’EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l’EFS bénéficie d’un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l’activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



*Parcours d’une poche de sang (ci-dessus)*

### Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de 40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

### La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

### Le contrôle qualité

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

### La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

### La distribution et la délivrance

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

## Les autres missions de l’EFS

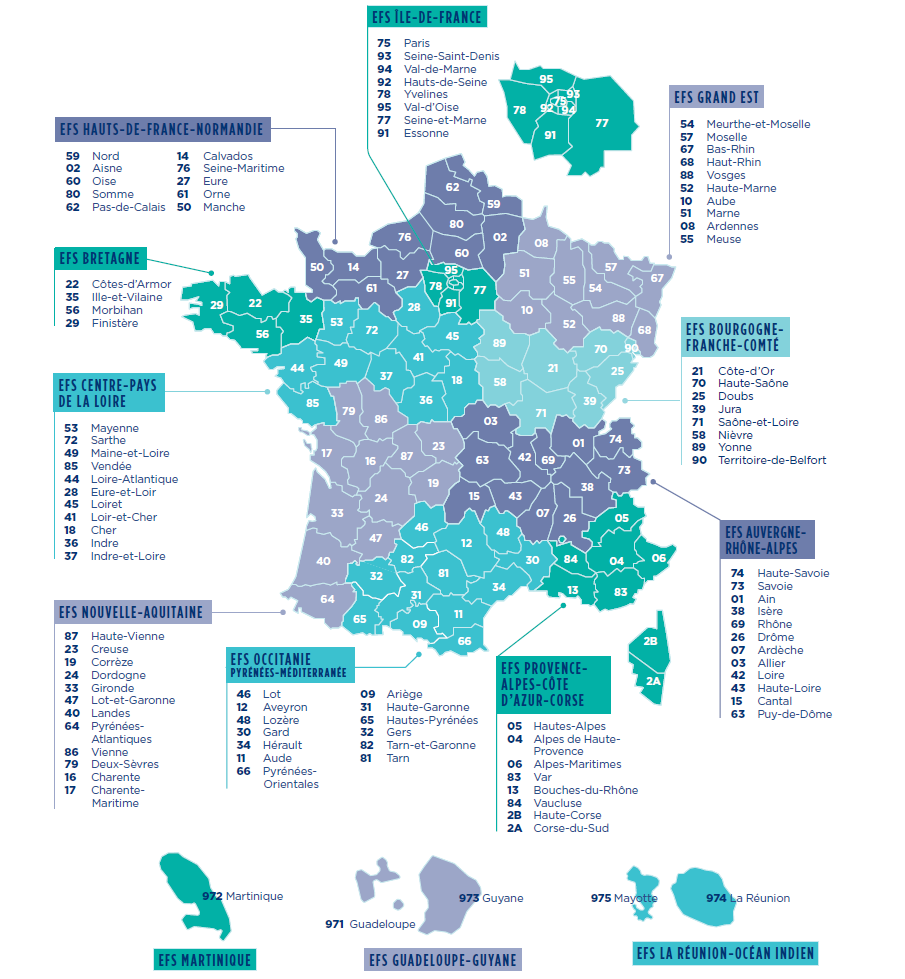
L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L’EFS peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. A ce titre l’EFS effectue des examens d'immunohématologie « receveur » afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L’EFS assure également l’approvisionnement en plasma du Laboratoire français de fractionnement et des biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. A côté de ces activités de transfusion sanguine, l’EFS s’implique également dans d’autres activités comme l’ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

## L’organisation de l’EFS

L’EFS est composé de 13 ETS, sans personnalité morale, répartis sur l’ensemble du territoire français.



Le Marché est passé pour les besoins de l’EFS-IDF.

# DISPOSITIONS TECHNIQUES

## Objet

Le Marché a pour objet la réalisation de prestations de formation pour prévenir les risques d’accident du travail et de TMS pour le personnel de l’EFS-IDF.

Les Prestations attendues dans le cadre du Marché sont décrites dans les paragraphes suivants des dispositions techniques.

## Descriptif des prestations

### Contexte

L’analyse de l’accidentologie révèle que la première catégorie d’accident du travail générateur d’arrêts de travail concerne les incidents liés à la charge physique, dont la manipulation de charges lourdes au travail.

Pour faire face à ce constat, l’EFS-IDF a décidé de déployer un plan d’action pour réduire les risques d’accident liés au port de charge et aux troubles musculosquelettiques, dont la mise en place de sessions de formation sur mesure sur la prévention des risques.

L’objectif, pour le personnel, étant d’acquérir par le biais de la formation une automatisation des bonnes pratiques permettant de réduire les risques d’accidents du travail et de TMS lors de situations professionnelles concrètes.

### Publics concernés

Les personnels de l’EFS-IDF concernés par ces sessions de formation sur la prévention sont :

* Les chauffeurs installateurs et les assistants logistiques travaillant sur les bases de collecte de sang mobile ;
* Le personnel en charge de la préparation des PSL.

#### Chauffeurs installateurs et assistants logistiques des bases de collecte de sang mobile

L’activité de collecte de sang mobile nécessite le transport et l’installation de tout le matériel nécessaire à la réalisation d’une collecte de sang temporaire dans des locaux mis à disposition par un partenaire. Les étapes de transport et de chargement-déchargement réalisées par les chauffeurs installateurs peuvent représenter un risque d’accident du travail ou de TMS.

Les chauffeurs installateurs et les assistants logistiques sont actuellement formés à la PRAP ou aux gestes et postures. L’EFS-IDF souhaite ajouter à ces formations des sessions de formation sur mesure portées plus spécifiquement sur les risques liés à cette activité tels que la manipulation de rolls et l’installation-désinstallation du matériel.

#### Personnel de l’activité de préparation des PSL

L’activité de la préparation des PSL nécessite la manipulation de caisses de produits biologiques, de rolls et la réalisation de gestes répétitifs. Ces manipulations peuvent être réalisées en situation de postures pénibles et représenter un risque d’accident du travail ou de TMS.

Le personnel de la préparation est formé à la PRAP ou aux gestes et postures. L’EFS-IDF souhaite ajouter à ces formations des sessions de formation sur mesure portées plus spécifiquement sur les risques de TMS liés à cette activité.

#### Autres catégories de personnel

En fonction de l’évolution de l’accidentologie ou des maladies professionnelles, l’EFS-IDF se réserve la possibilité d’intégrer d’autres populations, permettant ainsi de poursuivre la démarche de prévention.

### Nature des prestations attendues

La formation proposée doit se dérouler sur l’espace d’une journée (7 heures de formation) et être composée d’une partie théorique et d’une partie pratique.

Les sessions de formation sont constituées :

* Pour les chauffeurs installateurs : au minimum de 4 personnes et au maximum de 8 personnes ;
* Pour les autres types de publics : au minimum de 6 personnes et au maximum de 8 personnes. Les sessions sont principalement organisées les lundis.

#### Partie théorique

Les attendus portent sur les thématiques suivantes :

* Présentation des TMS avec un focus :
  + Pour les chauffeurs installateurs, sur le dos, les épaules et les genoux,
  + Pour les autres types de publics, sur le dos, les épaules, les poignets et les genoux,
  + Sur les enjeux, les chiffres clés, le lien avec les métiers indiqués à l’article 3.2.2 de l’AE-CCP ;
* Identification de chaque tâche avec les risques associés, les bonnes pratiques et les gestes à éviter ;
* Principes de sécurité physique et d’économie d’effort ;
* Présentation des bonnes pratiques identifiées à chaque poste :
  + Pour les chauffeurs installateurs et les assistants logistiques : l’utilisation des rolls (un roll plein peut dépasser les 100kgs) en tenant compte des différents obstacles pouvant être rencontrés (trottoirs, marches, dénivelés, longues distances à parcourir…), les étapes d’installation-désinstallation du matériel (lits de prélèvement, caisses de transports, pack de boissons, équipements biomédicaux…), la conduite du véhicule, la réception et la manipulation de personnes en cas de malaise d’un donneur…,
  + Pour le personnel de l’activité de préparation : utilisation des portoirs et tables réglables, manipulation des caisses de produits biologiques, manipulation des rolls, étapes de pliages et mise en pot, manipulation des MCP, mise en place des produits dans les centrifugeuses, pressage des mélanges …,
  + Pour les autres catégories de personnel : à adapter selon les activités et les risques associés.

Les bonnes pratiques pour chaque risque doivent être présentées et expliquées avec des photos et les risques associés doivent être mis en évidence. De plus, l’importance de l’utilisation du matériel ou de l’équipement mis à disposition du personnel pour réduire les risques doit être rappelée.

Exemples non exhaustifs :

* Collecte mobile : rampes pour le passage de marche, port des EPI… ;
* Préparation : portoirs et tables à hauteur réglable, chariots, rolls, port des EPI …

La bonne compréhension de ces bonnes pratiques est vérifiée par le Titulaire.

#### Partie pratique

Des exercices doivent être réalisés avec les stagiaires leur permettant de s’exercer aux bonnes pratiques à l’aide de matériels mis à disposition et de réaliser des exercices d’échauffement spécifiques à chaque poste à risque.

Le Titulaire doit proposer des mises en situation permettant ainsi de vérifier leurs acquis. Le Titulaire doit s’appuyer sur la visite initiale pendant laquelle il a identifié les étapes à risque.

Pour la formation à destination des chauffeur installateurs et des assistants logistiques, le Titulaire doit proposer au minimum des mises en situation permettant ainsi de vérifier les acquis suivants :

* Méthodes pour manipuler le modèle de roll utilisé à l’EFS-IDF intégrant les phases de chargement- déchargement dans le camion :
  + Positionnement du roll lors de l’utilisation d’un hayon électrique,
  + Positionnement des membres supérieurs (mains, bras…) et inférieurs lors des manipulations,
  + Positionnement des roues directrices : descente et montée avec les rampes des camions, manipulation sur surface plane et en présence de dénivelé, passage d’obstacles (trottoirs, petites marches…),
  + Bonne position pour la manipulation (exemple : lorsque le roll est tiré : risque d’accidents au niveau de l’arrière du pied et risque de TMS au niveau des épaules),
  + Consignes de sécurité et risques associés : interdiction de manipuler plusieurs rolls à la fois, obligation de porter des chaussures de protection coquées et de porter de gants de protection,
  + Matériel déchargé des rolls et installé sur les lieux de collecte :
    - Montage-démontage des lits de prélèvement,
    - Manipulation des caisses de transport et autres équipements ou consommables lourds (pack de boissons, caisses de produits biologiques…).

### Statistiques des formations

#### Chauffeurs installateurs et assistants logistiques

Environ 41 chauffeurs et gestionnaires de roulage sont concernées par les besoins. A ce titre, il est estimé 11 sessions de formation sur 4 ans, sans que ce nombre ne soit contractuel.

#### Personnel de l’activité de préparation

Environ 70 personnels de la préparation sont concernés par les besoins. A ce titre, il est estimé 13 sessions de formation sur 4 ans sans que ce nombre ne soit contractuel.

### Lieux de déroulement des formations

#### Chauffeurs installateurs et assistants logistiques

Les formations sont réalisées sur l’une des 4 bases de collectes mobiles de l’EFS-IDF.

Les sites EFS concernés sont :

* Site EFS d’Evry : quartier de l'Hôpital, rue du Pont Amar, 91000 Evry-Courcouronnes ; puis en 2026 emménagement prévu boulevard de Yerres, 91000 Evry-Courcouronnes
* Site EFS d’Ivry-sur-Seine : 122-130 rue Marcel Hartmann, 94200 Ivry-sur-Seine
* Site EFS de Pontoise : avenue de l’Ile-de-France, 95300 Pontoise
* Site EFS de Versailles : 2, rue Jean-Louis Forain, 78150 Le Chesnay-Rocquencourt

#### Personnel de l’activité de préparation

Les formations peuvent être réalisées sur l’un des deux plateaux de préparation de l’EFS-IDF.

Les sites EFS concernés sont :

* Site EFS de Rungis : Parc d’affaires Silic, 83-87, rue des Alpes, 94150 Rungis
* Site EFS de Pontoise : avenue de l’Ile-de-France, 95300 Pontoise

#### Généralités

Pour chaque formation, une salle de réunion est mise à disposition du Titulaire pour la partie théorique. La partie pratique se déroule dans la salle de formation ou dans une zone spécifique sur le site.

Le Titulaire doit absolument être équipé pour chaque session de formation des éléments matériels suivants :

* Un ordinateur portable ;
* Un équipement vidéo permettant de filmer les exercices et de revenir en détail sur les bonnes pratiques et les gestes à éviter ;
* Un équipement lui permettant de projeter le support de formation et des vidéos au cours de la formation.

Pour la réalisation des exercices pratiques, du matériel de l’EFS-IDF peut être mis à disposition du formateur et des stagiaires.

Les repas, tant des formateurs que des publics formés, sont à la charge de l’EFS-IDF.

## Ingénierie de formation

### Mise en place

#### Etude de terrain

Une ingénierie spécifique sur mesure doit être élaborée par le Titulaire pour chaque type de métier demandé afin de tenir compte des risques spécifiques pouvant survenir pour le personnel ciblé.

Durant cette phase, le Titulaire doit se rendre sur site afin d’observer l’activité en question et échanger avec les personnes concernées.

Les interlocuteurs privilégiés du Titulaire sont :

* Un représentant du service HSE ;
* Le chargé de la QVT ;
* L’encadrement de l’activité concernée.
* Le personnel de l’activité ciblée.

Cette étude de terrain permet de construire le support de formation en intégrant des photos et des bonnes pratiques adaptées aux risques et au matériel utilisé par le personnel de l’activité ciblée.

La prestation d’ingénierie doit être réalisée dans une limite d’un mois à compter de l’envoi du bon de commande afférent.

#### Projet de support pédagogique

A la suite de la visite sur site, le Titulaire propose le programme via un support pédagogique projet afin de faire l’objet d’un échange bipartite entre le Titulaire et l’EFS-IDF.

#### Session pilote

Suite à l’étude de terrain et la validation du support projet pédagogique, une session dite pilote est organisée. Il s’agit pour le Titulaire d’effectuer une journée de formation dite « test » auprès du personnel de l’EFS-IDF suivant :

* Un représentant du service HSE ;
* Le chargé de la QVT ;
* Un ou plusieurs membres de l’encadrement de l’activité concernée ;
* Un ou plusieurs membres de l’équipe concernée.

Le but est d’identifier les éventuelles modifications à apporter sur le contenu de la formation (théorique et pratique).

#### Support final et session de formation

Une fois le support pédagogique final validé et la session de formation validée selon les correctifs pris en compte par le Titulaire, l’EFS-IDF émet des bons de commande selon les besoins de formation.

### Profil des intervenants

Le Titulaire propose un ou plusieurs formateurs avec :

* Une formation d’ostéopathe et 5 ans d’expérience minimum en praticien ;
* Des compétences de formateur avec 2 ans d’expérience minimum.

Si un formateur mentionné dans la proposition technique ne peut plus effectuer les prestations, le Titulaire s’engage à maintenir une équivalence de niveaux de certifications, de qualifications et d’expérience pour son remplaçant. Il communique le curriculum vitae de chaque nouvel intervenant.

### Gestion administrative

#### Calendrier des sessions de formation

Le planning de formation est défini par le pôle formation de l’EFS-IDF.

#### Inscriptions et convocations

Les inscriptions sont effectuées par le pôle formation de l’EFS-IDF. Une liste des collaborateurs inscrits est transmise au Titulaire une semaine avant le début de chaque formation pour l’établissement de la feuille d’émargement et des attestations par ce dernier.

Les convocations sont envoyées par le pôle formation de l’EFS-IDF aux collaborateurs et leur encadrement par mail.

Dans le cas où la liste serait modifiée dans la semaine avant la session de formation, l’EFS-IDF transmet la mise à jour au Titulaire par mail.

Le Titulaire doit fournir à l’EFS-IDF un descriptif résumant le contenu de la formation afin que celui-ci puisse être transmis aux stagiaires avec les convocations.

#### Annulation des formations

En cas d’annulation, une session de substitution est alors programmée avec le pôle formation de l’EFS-IDF, en tenant compte des contraintes de planification (programmation d’une formation 12 semaines avant sa réalisation).

En cas d’annulations successives de la part du Titulaire, il peut être fait application de pénalités tel qu’indiquées à l’article concerné de l’AE-CCP.

### Documents administratifs

#### Feuilles d'émargement et attestations de formation

Les feuilles d’émargement et attestations de formation sont réalisées par le Titulaire.  
Elles sont adressées par voie dématérialisée au pôle formation de l’EFS-IDF dans les 5 jours ouvrés suivant la réalisation de chaque session.

#### Supports de cours

Les supports de cours prévus pour les stagiaires sont élaborés et envoyés par le Titulaire aux stagiaires sur leurs boites mail professionnelles au plus tard 10 jours ouvrés avant la formation. Ce support fourni par voie dématérialisée doit permettre aux participants de retrouver les apports théoriques de la formation.

#### Évaluation de la satisfaction des participants (à chaud)

Au terme de chaque session de formation, le formateur recueille sur un questionnaire individuel l’appréciation des stagiaires sur l’accueil, l’organisation des journées, le respect du programme, l’appropriation des connaissances.

Ces évaluations sont adressées par voie dématérialisée au plus tard 5 jours ouvrés après la session de formation au pôle formation de l’EFS-IDF.

Une synthèse de ces évaluations ainsi qu’une analyse qualitative sont envoyées par le Titulaire au pôle formation tous les semestres.

#### Évaluation de l’impact de la formation (à froid)

Le Titulaire s’engage à transmettre la grille d’évaluation des acquis remis dans sa proposition technique (transfert sur le poste de travail) par voie dématérialisée aux participants après la réalisation de chaque session de formation et dans un délai n’excédant pas 3 mois après celle-ci.

Une synthèse de ces évaluations ainsi qu’une analyse qualitative est envoyée par le Titulaire au pôle formation tous les semestres.

## Politique qualité de l’EFS-IDF

Dans le souci d’une amélioration constante des performances des sites transfusionnels de l’EFS-IDF, il est mis en place un système d’évaluation et de suivi des Prestations basé sur l’analyse d’indicateurs de qualité. Des informations issues de ce système d’évaluation et de suivi sont régulièrement adressées par l’EFS-IDF au Titulaire.

Toute anomalie constatée (non-respect des délais ou des modes opératoires, défaut de traçabilité, etc.) par l'EFS-IDF peut faire l'objet de la rédaction d'une fiche de déclaration de NCR.

Le Titulaire s’engage à répondre aux fiches qui lui sont transmises dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de leur envoi. Les actions curatives nécessaires à la résolution du problème doivent être planifiées.

Parallèlement, le Titulaire accepte la réalisation d’audits de ses Prestations et s’engage à tenir l’EFS-IDF informé des démarches engagées ou envisagées en matière d’assurance de la qualité et lui faire parvenir les documents s’y rapportant.

## Délais applicables

Les délais mentionnés dans les clauses techniques particulières sont les délais contractuels applicables, hormis dans le cas où le Titulaire s’est engagé dans sa proposition technique à des délais plus favorables à l’EFS-IDF. Dans ce cas, ces derniers sont les délais contractuels applicables.

# DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

## Procédure de passation

Le Marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1, 1°, L2123-1, 2°, R2123-1, 1°, R2123-1, 3° et R2123-4 à R2123-7.

## Marchés de services sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires

Sans objet.

## Allotissement

La procédure n’est pas allotie.

## Forme

Le Marché est traité sous la forme d’un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles, exécuté au fur et à mesure de l’émission de Bons de commande et mono-attributaire (articles L2125-1, 1°, R2162-2, alinéa 2 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique).

L’Accord-cadre est conclu sans minimum de commandes en valeur ou en quantité.

L’Accord-cadre est conclu avec un maximum de commandes en valeur.

|  |  |
| --- | --- |
| **Maximum de commandes en valeur sur la totalité du Marché** | **120 000 euros HT** |

Le Titulaire est engagé à concurrence de la valeur maximale.

## Durée

Le Marché est conclu pour une durée ferme de 24 mois à compter de sa notification, et prend ainsi effet à 0 heure le lendemain du jour de la réception de celle-ci par le Titulaire.

A l’issue de cette première période contractuelle de 24 mois, le Marché est reconductible tacitement une fois pour une nouvelle période de 24 mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

L’EFS-IDF a la faculté de mettre fin au Marché à la fin de la période d’exécution ferme et de chaque période de reconduction tacite. Cette décision est alors notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 3 mois avant la date de commencement de la période de reconduction à venir.

Le Titulaire reste quant à lui tenu par son engagement pour la durée totale du Marché, soit 48 mois maximum.

## Langue d’exécution

### Principe

La langue dans laquelle est exécuté le Marché est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S’ils ne sont pas rédigés en français, les documents du Marché sont accompagnés d’une traduction en français.

### Obligations du Titulaire en matière d’interprétariat

En application des dispositions de l’article R4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d’une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d’autre part la bonne exécution des Prestations attendues par le personnel affecté à l’exécution du Marché, le Titulaire peut être tenu, suite à l’information préalable de l’EFS-IDF, de veiller à l’intervention d’un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d’interprétariat se fait aux seuls frais du Titulaire.

### Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d’un interprète, l’EFS-IDF désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs sont comptabilisés comme pénalités au titre de l’article afférent de l’AE-CCP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation pour faute du Marché peut être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

## Respect des principes de la République

Sans objet.

## Pièces constitutives

Par dérogation à l’article 4 du CCAG-FCS, le Marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l’ordre d’importance décroissant suivant :

* L’AE-CCP, son annexe relative à la protection des données personnelles et son annexe financière (uniquement le BPU, le DQE n’étant pas contractuel) ;
* Le CCAG-FCS ;
* La proposition technique du Titulaire.

Hormis le CCAG-FCS, l’exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par l’EFS-IDF, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-FCS applicable bien qu’il ne soit pas matériellement joint au DCE.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des pièces contractuelles d’importance supérieure est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la proposition technique puis durant l’exécution du Marché n’est admise. Le Titulaire s’engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du Marché désignées au présent article.

## Exécution

### Modalités d’exécution de l’accord-cadre donnant lieu à l’émission de Bons de commande

#### Emission des Bons de commande

L’Accord-cadre s'exécute par l’émission de Bons de commande établis par l’EFS-IDF et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les Bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l’Accord-cadre. Ils indiquent notamment :

* Le numéro du Marché ;
* Les libellés et quantités ;
* Les prix unitaires contractuels HT ;
* Le montant total HT et le montant total TTC du Bon de commande ;
* Le lieu d’exécution et la date d’exécution prévue ;
* Le cas échéant, les conditions particulières d’exécution.

Des Bons de commande rectificatifs peuvent être envoyés.

Aucune Prestation ne doit être effectuée ni facturée si elle n’a pas fait l’objet d’un Bon de commande préalable.

#### Délais d’exécution des Bons de commande

Les délais d’exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des Bons de commande est impératif.

Par dérogation à l’article 3.7.2 du CCAG-FCS, à compter de la réception du Bon de commande, le Titulaire dispose d’un délai égal à la moitié du délai contractuel prévu pour émettre des observations par écrit à l’EFS-IDF.

Le prix HT de règlement est le prix HT en vigueur à la date de l’envoi du Bon de commande.

Le Titulaire est tenu d’exécuter les Bons de commande dont les délais d’exécution vont au-delà de la durée de l’Accord-cadre dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l’expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois mois à compter de la date d’échéance de l’Accord-cadre.

Par dérogation à l’article 13.3.2 du CCAG-FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l’exécution d’un Bon de commande, le Titulaire en avertit l’EFS-IDF dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d’exécution.

#### Vérification et admission des services

Sous réserve des stipulations de l’AE-CCP, les opérations de vérification et d’admission des services s’effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

## Pénalités

En cas d’application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Prestations non réalisées.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable lui sont soit facturées par l’EFS-IDF, soit sont déduites des factures qu’il émet.

### Pénalités de retard

Par dérogation à l’article 14.1.2 du CCAG-FCS, aucun montant plafond d’application des pénalités de retard n’est prévu.

Par dérogation à l’article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité pour cause de non-atteinte d’un montant plancher n’est prévue.

En cas de résiliation du Marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu’à la veille incluse de la date d’effet de la résiliation.

Par dérogation à l’article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités applicables sont les suivantes.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Article référent de l’AE-CCP | Cause de la pénalité | Montant unitaire de la pénalité en euros HT |
| 3.3.4 | Retard dans la transmission des livrables (fiche émargement, évaluation) | 20 euros HT par jour ouvré de retard |
| 3.4 | Retard dans la réponse à une NCR | 15 euros HT par jour ouvré de retard |

### Pénalités pour mauvaise exécution

Les pénalités applicables suivantes sont appliquées.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Article référent de l’AE-CCP | Cause de la pénalité | Montant unitaire de la pénalité en euros HT |
| 3.3.2 | Non-respect du niveau requis des formateurs | 200 euros HT par constat |
| 3.3.2 | Non-respect des dispositions relatives au changement de formateur | 200 euros HT par constat |
| 3.3.3 | Deux annulations successives d’une session de formation du fait du Titulaire | 50 euros HT |

En cas de manquement du Titulaire dans l’exécution des Prestations autre que ceux mentionnés ci-dessus, l’EFS-IDF peut lui appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros HT par manquement constaté.

### Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d’interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d’interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l’interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour l’EFS-IDF, assortie d’une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de carence constaté.

## Sous-traitance

En application des articles L2193-4, R2193-3 et R2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout Sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du Marché être déclaré à l’EFS-IDF afin d’être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir à l’EFS-IDF une déclaration de sous-traitance (de préférence via le formulaire DC4) mentionnant notamment :

1. La nature des prestations sous-traitées ;
2. Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l’adresse du Sous-traitant proposé ;
3. Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au Sous-traitant ;
4. Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
5. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant équivalentes à celles demandées au Titulaire.

Le Titulaire remet également à l’EFS-IDF une déclaration du sous-traitant indiquant qu’il ne tombe pas sous le coup d’une interdiction d’accéder aux marchés publics.

Si le montant des Prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du Sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

## Modifications

### Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer l’EFS-IDF par écrit dans les plus brefs délais.

Le Marché ne pourra en aucun cas faire l’objet d’une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable de l’EFS-IDF. De même, le transfert du Marché à un autre opérateur économique suite à une opération de restructuration du Titulaire ne peut s’opérer de plein droit sans agrément préalable de l’EFS-IDF.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer l’EFS-IDF dans les plus brefs délais et produire l’ensemble des documents et renseignements suivants, concernant l’opérateur économique à qui le Marché est cédé :

* Une copie de l’acte relatif à l’opération de restructuration définitif déposé au greffe du tribunal de commerce territorialement compétent ;
* Une copie de l’annonce légale relative à l’acte précité ;
* Une attestation fiscale ;
* Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (article D8222-5 du code du travail) ;
* La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail (article D8254-4 du code du travail) ;
* Une attestation d’assurance relative à la responsabilité civile professionnelle en cours de validité établie par la compagnie d’assurance de l’opérateur économique ;
* Le pouvoir de la personne habilitée à engager l’opérateur économique ;
* Un relevé d’identité bancaire ;
* Un numéro unique d’identification permettant à l’EFS-IDF d’accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

La cession du Marché acceptée par l’EFS-IDF fait l’objet d’un avenant constatant le transfert du Marché au nouveau Titulaire conclu entre l’EFS-IDF, le cessionnaire et le cas échéant le Titulaire cédant.

### Clauses de réexamen

En application des articles L2194-1, 1° et R2194-1 du code de la commande publique, le Marché comporte les clauses de réexamen indiquées ci-après. La mise en œuvre de ces clauses n’entraîne pas la conclusion d’avenants.

#### Circonstances imprévues

En application de l’article R2194-1 du code de la commande publique, dans le cas de la survenance de circonstances imprévues qu’un acheteur ne pouvait pas prévoir, l’EFS-IDF peut :

* Emettre un Bon de commande auprès d’un autre fournisseur en cas d’impossibilité pour le Titulaire d’exécuter les Prestations, dans la limite fixée à l’article R.2194-5 du code de la commande publique ;
* Accepter temporairement un rallongement des délais d’exécution du Marché.

Pour l’application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit à l’EFS-IDF les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le Marché.

Si l’EFS-IDF accepte ces éléments explicatifs, le service des achats et des affaires juridiques de l’EFS-IDF en notifie leur acceptation au Titulaire et lui précise les délais temporairement applicables.

#### Modification des lieux d’exécution

Les lieux d’exécution listés dans l’article de l’AE-CCP *« Lieux de déroulement des formations »* sont susceptibles d’être modifiés au cours de l’exécution du Marché.

L’EFS-IDF en informe le Titulaire par courriel.

Les nouveaux lieux d’exécution sont nécessairement situés en Ile-de-France et leur ajout est insusceptible d’entraîner une révision de prix.

### Suspension du Marché en cas de circonstances imprévisibles

Dans ce cas il est fait application de l’article 24 du CCAG-FCS.

### Evolutions administratives

Au cours de l’exécution du Marché, le Titulaire informe par écrit l’EFS-IDF de toute modification de désignation ou de référence de Prestations objets du Marché.

L’EFS-IDF prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu’il soit nécessaire d’établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n’a pour objet que la stricte correction d’une erreur matérielle dans la désignation ou dans l’indication des références de la Prestation considérée, ou l’attribution d’une nouvelle référence à cette Prestation, dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

### Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai l’EFS-IDF de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Prestations.

Sur la base des informations transmises, l’EFS-IDF décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, l’EFS-IDF peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Prestations nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision de l’EFS-IDF.

A l’exception des cas de mise à disposition de nouvelles fournitures, toute évolution technologique acceptée par l’EFS-IDF, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les prix du Marché et sur les quantités minimales et maximales de Prestations prévues au CCAP.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou toute introduction de nouvelles Prestations dans le cadre du Marché donnent lieu à la conclusion d’un avenant.

Toute modification acceptée par l’EFS-IDF donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire à l’EFS-IDF.

## Défaillance du Titulaire

Par dérogation à l’article 45.1 du CCAG-FCS, en cas d'inexécution, de retard ou d'exécution partielle des Prestations, pour quelque motif que ce soit, et faute d’accord entre les deux parties, l’EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu’une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## Règlement financier

### Contenu des prix

Les prix du Marché sont les prix, exprimés en euros hors taxes et toutes taxes comprises, mentionnés dans l’annexe financière. La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée au taux légal en vigueur le jour de l’exécution des services.

Les prix comprennent les coûts afférents aux Prestations.

Ils sont réputés comprendre :

* Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les Prestations ;
* Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des Prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

### Forme des prix

Le Marché est conclu à prix unitaires basés sur l’annexe financière.

### Evolution des prix

Les prix sont révisables à compter de la deuxième année d’exécution du Marché, soit la date anniversaire de la prise d’effet du Marché.

La formule de révision est décrite ci-après.

P = P0 x [(0,125 + 0,875 (I1/I0)]

Formule dans laquelle :

* P = prix révisé
* P0 = prix de référence, lequel est le prix fixé par le Titulaire lors de la remise de l’offre
* I1 = dernier indice trimestriel connu lors de la demande de révision de prix
* I0 = indice trimestriel en vigueur le mois de la date limite de remise de l’offre

L’indice utilisé est le suivant : [Indice des salaires mensuels de base - Enseignement (NAF rév. 2, niveau A38 PZ) - Base 100 au T2 2017 - Identifiant 010562694](https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010562694).

Sous peine de forclusion, la demande de révision du prix est transmise par le Titulaire au service des achats et des affaires juridiques de l’EFS-IDF, par courrier postal ou par courriel à l’adresse [idfr-achats-exe@efs.sante.fr](mailto:idfr-achats-exe@efs.sante.fr), au plus tard 3 mois avant la date de commencement de l’année d’exécution à venir, soit la date anniversaire de la prise d’effet du Marché.

### Avance

Sauf refus exprès du Titulaire mentionné dans l’AE-CCP, une avance lui est versée lorsque les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 et aux articles R2191-15 à R2191-18 du code de la commande publique sont réunies.

Par dérogation à l’article 11.1 du CCAG-FCS, le taux de l’avance est de 10 %.

Le remboursement de l’avance s’opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du Marché conformément aux articles R2191-11, R2191-12, R2191-14 et R2191-19 du code de la commande publique.

### Modalités de facturation et de règlement

#### Terme

La facture est adressée après l’exécution des Prestations réalisées au titre du Bon de commande.

#### Contenu

Le Titulaire transmet à l’EFS-IDF un exemplaire d’une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

* Les nom et adresse du créancier ;
* Le numéro du Marché ;
* Le cas échéant, le numéro du Bon de commande ;
* Le cas échéant, le numéro du bon de livraison ;
* La quantité et la désignation des Prestations réalisées ;
* Le montant hors TVA des Prestations ;
* Le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
* Le montant total TTC ;
* La date de facturation.

#### Dématérialisation

Conformément à l’article L2192-1 du code de la commande publique, les titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l’Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l’Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par l’EFS-IDF, sont adressées à l’EFS-IDF par l’utilisation du numéro de SIRET, lequel est 428 822 852 01811.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l’EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro du Bon de commande (s’il existe) et le numéro du Marché sont à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures est transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l’informant notamment des statuts suivants :

* « Facture rejetée », en cas de refus par l’EFS de la facture émise ;
* « Facture suspendue », en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement ; ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par l’EFS.

### Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de 60 jours à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l’EFS-IDF.

Si la réception de la facture est antérieure à l’acceptation de l’exécution des services, le point de départ du délai de paiement correspond à la date d’admission de l’exécution des services.

Si, à l’issue des opérations d’admission, les Prestations ne sont pas admises ou si elles sont rejetées à la suite d’une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies à l’AE-CCP, elles donnent lieu à un avoir.

L’EFS-IDF se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

### Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d’une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l’objet d’une notification au Titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d’attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s’opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu’à la réception par l’EFS-IDF de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l’article R2192-29 du code de la commande publique.

### Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d’une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d’un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l’expiration du délai global jusqu’à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d’intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d’un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l’exécution des Prestations qui lui incombent en application du Marché.

### Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s’effectuent conformément aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation à l’article 4.1.2 du CCAG-FCS, seules sont notifiées au Titulaire la copie de l’AE-CCP et la copie de l’annexe financière.

Par dérogation à l’article 4.2.2 du CCAG-FCS, l’EFS-IDF délivre uniquement l’exemplaire unique en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

## Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l’EFS-IDF au Titulaire restent la propriété de l’EFS.

Tant pendant la durée du Marché qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l’occasion de l’exécution du Marché.

Au terme du Marché, le Titulaire s’engage, après s’être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l’ensemble des documents et informations mis à disposition par l’EFS-IDF.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s’engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d’empêcher qu’elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

### Obligations du Titulaire

Le Titulaire s’engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

* Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d’informations qui lui seraient confiés, à l’exception des copies nécessaires pour les besoins de l’exécution des Prestations et à la condition que l’EFS-IDF ait donné son accord préalable ;
* Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au Marché ;
* Ne pas divulguer ces documents ou informations à d’autres personnes, qu’il s’agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
* Prendre toutes mesures permettant d’éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d’exécution du Marché ;
* Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l’intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du Marché ;
* Au terme du Marché, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
* Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire à accès dans le cadre du Marché ;
* Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du Marché :
  + S’engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  + Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L’EFS-IDF se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s’engage à ne pas sous-traiter l’exécution des Prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de Marché sans l’accord préalable de l’EFS-IDF.

### Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L’EFS-IDF peut prononcer la résiliation immédiate du Marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## Responsabilité – Assurances

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des Prestations. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l’égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des Prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les Sous-traitants désignés au Marché doivent justifier au moment de la notification du Marché, puis en cours d’exécution, au moyen d’une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l’étendue de la garantie, de la date d’expiration des garanties prévues au contrat, d’une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu’ils encourent vis-à-vis des tiers et de l’EFS en cas d’accident ou de tous dommages causés à l’occasion de l’exécution du Marché.

L’attestation doit être remise dans le délai de 15 jours après demande de l’EFS-IDF au Titulaire.

## Résiliation (articles L2195-1 et suivants du code de la commande publique)

### Résiliation pour motif d’intérêt général

L’EFS-IDF peut mettre fin à tout moment à l’exécution du Marché, pour tout motif d’intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Est notamment constitutif d’un motif d’intérêt général la conclusion d’un marché public sur des prestations identiques ou incluant l’objet du Marché pour répondre aux besoins de l’ensemble des ETS, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire, y compris dans le cas où ce dernier n’est pas l’attributaire dudit marché public national.

Par dérogation à l’article 42 du CCAG-FCS, dans la mesure où le Marché ne comporte pas d’engagement minimum contractuel, aucune indemnité n’est due dans ce cas.

### Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l’EFS-IDF peut procéder à la résiliation du Marché, en application de l’article 41 du CCAG-FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

* Faute du Titulaire ou incapacité manifeste et durable de celui-ci à satisfaire à l’exécution de ses obligations, constatée par l’EFS-IDF ;
* Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées à l’AE-CCP ;
* Non-rectification d’un des motifs d’irrégularité décrit aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail dans un délai de 15 jours suivant la mise en demeure adressée par l’EFS-IDF au Titulaire ;
* Non-fourniture ou non-rectification d’une inexactitude, dans un délai de 15 jours suivant la mise en demeure adressée par l’EFS-IDF au Titulaire (sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles), des documents mentionnés à l’article de l’AE-CCP relatif aux obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale.

L’EFS-IDF peut résilier le Marché à la condition d’avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués, et que la mise en demeure soit restée infructueuse.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de la décision de résiliation.

### Résiliation pour événements liés au Marché

Conformément à l’article 40.1 du CCAG-FCS, l’EFS-IDF peut résilier le Marché dans les deux cas suivants :

* Lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des Prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du Marché ;
* Lorsque le Titulaire est mis dans l’impossibilité d’exécuter le Marché du fait d’un évènement ayant le caractère de force majeure.

Par dérogation aux articles 3.8.3 et 40.2 du CCAG-FCS, le Titulaire ne dispose pas de la faculté de demander la résiliation du marché pour ordre de service tardif.

## Exécution aux frais et risques

L’EFS-IDF se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l’exécution de tout ou partie des Prestations aux frais et risques du Titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues à l’article 45 du CCAG-FCS et à l’article de l’AE-CCP relatif à la défaillance du Titulaire.

## Litiges

L’EFS-IDF et le Titulaire conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l’obtenir, de s’en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges respectifs.

## Obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale

En application des obligations imposées par les articles L8222-1 et R8222-1 du code du travail, le Titulaire transmet à l’EFS-IDF tous les six mois et jusqu’à la fin de l’exécution du Marché les pièces mentionnées ci-après. Cette transmission est requise y compris pour les éventuels membres du groupement non mandataires et les éventuels sous-traitants.

### Titulaire établi en France

Le Titulaire établi en France remet les pièces suivantes (article D8222-5 du code du travail) :

* Une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l’URSSAF ;
* Une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l’impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
* Un numéro unique d’identification permettant à l’acheteur d’accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

La transmission s’effectue via e-Attestations.

### Titulaire établi à l’étranger

Le Titulaire établi à l’étranger remet les pièces qui résultent de la réglementation d'effet équivalent de son pays d'origine et celles qui lui sont applicables au titre de son activité en France (articles L8222-4, D8222-7 et D8222-8 du code du travail).

## Dérogations au CCAG-FCS

L’AE-CCP déroge au CCAG-FCS aux articles indiqués ci-après.

|  |  |
| --- | --- |
| Articles de l’AE-CCP  dérogeant au CCAG-FCS | Articles du CCAG-FCS  auxquels l’AE-CCP déroge |
| 4.8 | 4 |
| 4.9.1.2 | 3.7.2 |
| 4.9.1.2 | 19.3.2 |
| 4.10.1 | 14.1.2 |
| 4.10.1 | 14.1.3 |
| 4.10.1 | 14.1.1 |
| 4.13 | 45.1 |
| 4.14.4 | 11.1 |
| 4.14.9 | 4.1.2 |
| 4.14.9 | 4.2.2 |
| 4.17.1 | 42 |
| 4.17.3 | 3.8.3 |
| 4.17.3 | 40.2 |

# ACTE D’ENGAGEMENT *(PARTIE A COMPLETER PAR LE SOUMISSIONNAIRE)*

## Cet acte d'engagement correspond :

à l’ensemble du Marché.

à l’offre de base.

## Engagement du soumissionnaire ou du groupement d’opérateurs économiques

### Identification et engagement du soumissionnaire ou du groupement d’opérateurs économiques

* *(Le soumissionnaire coche les cases correspondantes.)*

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du Marché énumérées à l’AE-CCP et conformément à leurs clauses :

Le signataire

s’engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro* ***SIREN/SIRET****]*

engage la société ……………………… sur la base de son offre ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro* ***SIREN/SIRET****]*

* L’ensemble des membres du groupement s’engagent, sur la base de l’offre du groupement ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro* ***SIREN/SIRET****.]*

### Identification du (ou des) sous-traitant(s)

En cas de présentation d’un ou de plusieurs sous-traitants, le soumissionnaire fournit à l’appui de l’AE une déclaration de sous-traitance (DC4) pour chacun des sous-traitants.

### Prix

Le soumissionnaire s’engage sur la base des prix indiqués dans l’annexe financière.

### Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations

*(En cas de groupement d’opérateurs économiques.)*

Pour l’exécution du Marché, le groupement d’opérateurs économiques est :

* conjoint OU  solidaire

*(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d’entre eux s’engage à réaliser.)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Désignation des membres  du groupement conjoint | Prestations exécutées par les membres  du groupement conjoint | |
| Nature de la prestation | Montant HT  de la prestation |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

### Compte(s) à créditer

***Le soumissionnaire remplit ci-dessous le nom de l’établissement bancaire et le numéro de compte complet, il joint à son offre un ou des relevé(s) d’identité bancaire ou postal ; il vérifie que l’IBAN est clairement mentionné sur le document transmis.***

***Dans l’hypothèse de compte bancaire domicilié à l’étranger, le soumissionnaire transmet à l’EFS une domiciliation bancaire au format international SWIFT.***

**** Nom de l’établissement bancaire :

**** Numéro de compte :

### Régime fiscal lié aux services objets du Marché

*(Le soumissionnaire obtient l’information auprès de son service comptable).*

Le soumissionnaire a opté pour le régime des débits :  oui  non

Le soumissionnaire indique le taux de TVA applicable aux services objets du Marché : ……

Le soumissionnaire indique, le cas échéant, son numéro d’agrément de formation continue : ………………

Le cotraitant a opté pour le régime des débits :  oui  non

Le cotraitant indique le taux de TVA applicable aux services objets du Marché : ……

Le cotraitant indique, le cas échéant, son numéro d’agrément de formation continue : ………………

### Avance (article R2191-5 du code de la commande publique)

Je renonce au bénéfice de l'avance :

NON  OUI

*(Le soumissionnaire coche la case correspondante.)*

### Délai de validité de l’offre

Le présent engagement me lie pour le délai de validité de l’offre indiqué dans le règlement de la consultation.

## Indication des contacts et signature du Marché par le soumissionnaire, candidat individuel, ou, en cas de groupement d’opérateurs économiques, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement, et indication des contacts

### Contacts du soumissionnaire

**Contact(s) du soumissionnaire (coordonnées des personnes chargées de la passation et de l’exécution du marché public : interlocuteur commercial, technique, qualité, administratif (facturation)) :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom, prénom et fonction** | **Coordonnées téléphonique (numéro fixe, mobile, fax) et électronique (mail)** |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

### Signature du Marché par le soumissionnaire individuel

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité**  **du signataire (\*)** | **Lieu et date de signature** | **Signature** |
|  |  |  |

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.

### Signature du Marché en cas de groupement

Les membres du groupement d’opérateurs économiques désignent le mandataire suivant *(article R.2142-24 CCP)*:

*(Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire).*

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

*(Le soumissionnaire coche la case correspondante.)*

* conjoint OU  solidaire

Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe l’AE :

*(Le soumissionnaire coche la (ou les) case(s) correspondante(s).)*

pour signer l’AE en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l’EFS-IDF et pour coordonner l’ensemble des Prestations ;

*(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)*

pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du Marché ;

*(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)*

ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

Les membres du groupement, qui signent l’AE :

*(Les membres du groupement cochent la case correspondante.)*

donnent mandat au mandataire, qui l’accepte, pour les représenter vis-à-vis de l’EFS-IDF et pour coordonner l’ensemble des Prestations ;

donnent mandat au mandataire, qui l’accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du Marché ;

donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

*(Donner des précisions sur l’étendue du mandat.)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité**  **du signataire (\*)** | **Lieu et date de signature** | **Signature** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.

## Identification du pouvoir adjudicateur

### Désignation du pouvoir adjudicateur

Établissement français du sang – Ile-de-France  
Z.A. LEAPARK – Bâtiment B  
122-130, rue Marcel Hartmann  
94200 Ivry-sur-Seine  
Tél. : 01 43 90 50 00  
Fax : 01 43 90 50 50  
Mail : [marches-publics.idf@efs.sante.fr](mailto:marches-publics.idf@efs.sante.fr)  
SIRET : 428 822 852 01811

### Nom, prénom, qualité du signataire du Marché

Monsieur le Directeur de l’établissement de transfusion sanguine d’Ile-de-France, Stéphane NOËL, nommé par décision du Président de l’EFS n° N 2021.43 du 17 décembre 2021, conformément à l’article D. 1222-10-2 du Code de la santé publique

### Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l’article R2191-60 du CCP (nantissements ou cessions de créances)*:*

Monsieur le Directeur de l’établissement de transfusion sanguine d’Ile-de-France, Stéphane NOËL

### Représentant du pouvoir adjudicateur pour l’exécution du Marché et ordonnateur des paiements

Monsieur le Directeur de l’établissement de transfusion sanguine d’Ile-de-France, Stéphane NOËL

### Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire

Madame l’Agent comptable secondaire de l’établissement de transfusion sanguine d’Ile-de-France (cf. coordonnées à l’article 4.4.1)

### Imputation budgétaire

Budget propre de l’EFS

# DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

**La présente offre est acceptée**

en ce qui concerne la totalité du Marché

Elle est complétée par les annexes suivantes :

Annexe n°… relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV6-OUV7) ;

Annexe n°… relative à la mise au point du Marché (ou OUV11) ;

Autres annexes *(À préciser)*.

A Ivry-sur-Seine, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur

Stéphane Noël

Directeur de l’EFS Ile-de-France